Questions orales

Quelles mesures le ministre compte-t-il prendre maintenant devant les exemples récents de relâchement dans notre système de contrôles de sécurité? Consentirait-il à retirer cette responsabilité aux principales lignes aériennes canadiennes pour la confier au ministère des Transports qui se chargerait du contrôle des passagers et des bagages dans nos aéroports?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports): Monsieur le Président, la semaine dernière, j'ai parlé d'un rapport auquel nous avons donné suite. Ce rapport a débouché sur neuf améliorations majeures. J'ai expliqué à la Chambre que nous avons dépensé plus de 60 millions de dollars supplémentaires pour améliorer la sécurité dans nos aéroports. En septembre dernier, nous avons établi des modalités de contrôle aux postes de sécurité des aéroports. Toutes ces mesures ont été prises en dépit, bien sûr, de l'opposition et des récriminations incessantes du NDP et des syndicats qu'il représente.

Quant à savoir si nous nous chargerons du contrôle des passagers aux aéroports, je rappelle au député que j'ai convoqué les représentants des principales lignes aériennes pour faire le bilan de la situation et connaître les mesures qu'ils accepteraient de prendre pour rehausser leur service. La suggestion du député fait partie des possibilités ou des options envisagées.

LE PROBLÈME DE L'ASSURANCE RESPONSABILITÉ POUR LES
ENTREPRISES DE SÉCURITÉ

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, je remercie le ministre pour sa réponse.

Dans son rapport, le groupe de travail a aussi signalé au nombre des préoccupations majeures le problème de l'assurance responsabilité pour les entreprises de sécurité. Depuis lors, la plus importante agence de sécurité au monde, Pinkerton's, et la société Burns se sont retirées du secteur de la sécurité des aéroports.

Le ministre peut-il confirmer aux députés et aux Canadiens que, comme il leur est pratiquement impossible d'obtenir une bonne assurance responsabilité depuis la catastrophe d'Air India et advenant une autre catastrophe de ce genre, les sociétés qui assurent encore la sécurité dans les aéroports seraient forcées de déclarer faillite, et les victimes d'une telle catastrophe ne pourraient pas réclamer d'indemnisation dans le cadre d'un tel système? Le ministre peut-il le confirmer?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports): Monsieur le Président, je ne vais pas confirmer une question hypothétique et niaise sur ce qui risquerait d'arriver s'il survenait, le ciel nous en préserve, une autre catastrophe du genre de celle d'Air India, et sur ce qu'il adviendrait des besoins en assurances de certaines entreprises non identifiées . . .

M. Tobin: Elles n'ont pas d'assurances.

M. Crosbie: . . . qu'elles soient assurées ou non.

M. Tobin: Elles doivent être assurées.

M. Crosbie: C'est une des questions les plus idiotes que j'ai jamais entendues. On ne peut pas s'attendre à ce que je la prenne au sérieux. Si le député était sérieux, il m'en aurait donné avis afin que je puisse me préparer, au lieu d'essayer de

faire du sensationnalisme, au risque de nuire aux intérêts de l'industrie.

* * *

LE REVENU NATIONAL

LES AVANTAGES FISCAUX CONSENTIS AUX HABITANTS DU
NORD—LES FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX—LES FEUILLETS T-4
EN RETARD

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Comme il le sait, les avantages fiscaux consentis aux habitants du Nord au titre du logement et des déplacements sont extrêmement importants pour ces gens qui en profitent pour atténuer le coût élevé de la vie dans leur région. Je puis vous dire cependant que les lacunes dans la gestion de ce programme sont aussi graves que sont gros les nids de poules qui jonchent l'autoroute de l'Alaska.

Les brochures servant à expliquer les avantages accordés aux habitants du Nord n'ont été publiées qu'à la fin de février. Au contraire de ce que prévoient les articles 205 et 209 de la Loi de l'impôt sur le revenu, les fonctionnaires fédéraux postés dans le Nord n'ont pas reçu le feuillet T-4 corrigé à la fin de février. Si le gouvernement n'arrive même pas à observer ses propres règles, comment veut-il que le contribuable y réussisse?

Que fait le gouvernement pour s'assurer que les habitants du Nord du Canada recevront leur feuillet T-4 corrigé?

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, la députée pose une question très opportune. En voici la réponse.

Dans le cas qui nous occupe, elle fait surtout allusion au Conseil du Trésor puisqu'il est question de fonctionnaires fédéraux. Si des erreurs ou des omissions entachent les T-4, l'employeur a le devoir de les corriger et de prévenir dans les plus brefs délais les personnes concernées, et notamment les employés de mon ministère. J'en ai discuté avec mon collègue, le vice-premier ministre. Nous sommes au courant du problème et nous verrons ce qu'il est possible de faire pour le corriger.

LES DÉCLARATIONS D'IMPÔT SUR LE REVENU—LA
PROLONGATION DU DÉLAI DE PRÉSENTATION DES
DÉCLARATIONS

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, le ministre prolongera-t-il le délai de présentation des déclarations d'impôt pour ces contribuables s'ils ne reçoivent pas immédiatement les feuillets T-4? De cette façon, ils ne seront pas pénalisés et n'auront pas à payer d'intérêts s'ils doivent de l'argent et remettent leur déclaration en retard. De même, ceux qui comptent recevoir un remboursement toucheront des intérêts parce qu'ils n'ont pas pu présenter leur déclaration au moment opportun. Dans l'affirmative, quand cela se fera-t-il?

● (1440)